



inform **CONTACT**

NOUVELLES DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS

N 60

Avril – Juin 2008

La réunion du Comité Exécutif de la CGS

Le Comité Exécutif de la CGS, tenu le 7 avril 2008 au Palais du Travail à Moscou, a discuté du déroulement de la campagne solidaire syndicale, lancée en 2007, "Porter la pension de retraite minimale jusqu'au minimum vital et poursuivre les actions des syndicats pour améliorer sensiblement le niveau de vie des retraités". Les membres du Comité Exécutif ont souligné que le but de cette campagne est en principe presque atteint, si bien que actuellement les organes du pouvoir prêtent beaucoup plus d'attention qu'auparavant à la situation des retraités. Durant la période passée les pensions de retraite minimales ont été multipliées par 1,25 en Azerbaïdjan; 1,6 en Arménie, 1,23 en Bélarus, 1,1 au Kirghizistan, 1,2 en Moldova, 1,5 en Russie; et 1,24 en Ukraine. En Azerbaïdjan, au Kazakhstan et en Ukraine les pensions de retraite ont déjà dépassé le minimum vital du retraité. La Bélarus a presque atteint ce but.

Le Comité Exécutif a recommandé à ses organisations-membres de poursuivre la campagne syndicale, lancée en 2006, de surveillance per-

manente de la ratification et de l'application par les gouvernements des pays de la CEI de 11 conventions de l'OIT, ce qui a été, sur l'initiative de la CGS, recommandé par l'Assemblée interparlementaire de la CEI. Les efforts de syndicats en vue de stimuler la ratification s'effectuent par l'intermédiaire des conventions collectives générales (Azerbaïdjan, Kirghizistan, Russie, Ukraine), des rencontres directes entre les dirigeants syndicaux et les membres des gouvernements (Kazakhstan, Moldova, Tadjikistan), des discussions dans les commissions tripartites (Azerbaïdjan, Moldova, Ukraine).

Cependant, malgré les efforts des syndicats, aucune nouvelle convention de l'OIT n'a pas été ratifiée en 2007. Plus que ça, une partie des conventions ratifiées auparavant, y compris les conventions fondamentales, n'ont pas trouvé de reflet dans les législations nationales et comme suite, ne sont pas appliquées dans les relations de travail.

Le Comité Exécutif a recommandé aux organisations affiliées à la CGS de surveiller la ratification et l'application des conventions prioritaires de l'OIT.

Le Comité Exécutif de la CGS a pris la décision de créer une base électronique unifiée des données de la CGS et de convoquer une rencontre des jeunes dirigeants syndicaux au quatrième trimestre 2008.

D'autres grandes questions de la vie syndicale ont été discutées à la réunion.

Deux nouvelles organisations adhérent à la CGS

Les membres du Conseil de la CGS, dont la réunion a eu lieu le 8 avril 2008, ont adopté la résolution d'entériner l'adhésion à la CGS de deux nouvelles organisations: la Confédération nationale des syndicats de Moldova (CNSM) et l'Union internationale des syndicats des travailleurs de l'industrie radioélectronique (UISTIR).

La Confédération nationale des syndicats de Moldova a été fondée le 7 juin 2007 par fusion de deux centrales – la Confédération des syndicats de Moldova et la Confédération des syndicats libres de la République de Moldova "Solidaritate". La CNSM regroupe actuellement 32 syndicats de branche avec 584 000 membres au total. Léonid Manea est le président de la centrale syndicale.

L'Union internationale des syndicats des travailleurs de l'industrie radioélectronique a été fondée le 6 décembre 2000. Elle regroupe cinq syndicats nationaux avec 309 000 membres. Valéri Markov est le président du Comité Exécutif de l'Union.

De cette façon, la CGS regroupe aujourd'hui les centrales syndicales nationales de 10 pays de la CEI et 32 unions internationales syndicales sectorielles au nombre total presque 50 millions d'adhérents.

Les membres du Conseil de la CGS ont discuté de la rémunération dans les pays de la CEI, de la campagne solidaire pour défendre les intérêts socio-économiques des travailleurs de la région.

La lutte des syndicats pour un salaire décent est au centre de leur attention. Ils font tout pour la hausse des salaires, pour faire porter le SMIG jusqu'au minimum vital. Cependant, il reste encore beaucoup de problèmes à résoudre.

La CGS soutient l'Euro-manifestation à Ljubljana

La Confédération européenne des syndicats (CES), conjointement avec l'Association slovène des syndicats libres (ZSSS), ont organisé le 5 avril 2008 à Ljubljana une large manifestation des travailleurs pour la hausse des salaires. Des milliers de travailleurs, venus de différents pays d'Europe, sont descendus ce jour-là dans les rues de la capitale slovène. Cette manifestation a été lancée à l'occasion de la réunion des ministres de l'Economie et des Finances de l'UE.

Les syndicats européens se sont prononcés une nouvelle fois contre la baisse de la part des salaires dans les revenus nationaux, contre

l'énorme écart de la rémunération entre les grands chefs et les travailleurs, ainsi que entre les hommes et les femmes.

Ils ont demandé des mesures concrètes et ciblées pour réduire cet écart, pour établir un SMIC décent dans tous les pays de l'UE, pour la hausse des salaires et du pouvoir d'achat.

La CGS, dans sa déclaration de solidarité adressée à la CES, a souligné que plusieurs problèmes, dont la résolution est exigée par les syndicats européens, touchent de plein fouet les travailleurs de la CEI: des bas salaires, le SMIG dans certains pays au dessous du minimum vital, les arriérés de salaires qui sont encore vivaces, etc.

Les organisations membres de la CGS mènent actuellement une campagne solidaire pour l'augmentation du SMIG jusqu'au minimum vital, renforcent leur lutte pour une rémunération décente.

La CGS, au nom de ses organisations membres, a exprimé sa pleine solidarité avec la CES et les syndicats européens en lutte pour leurs droits fondamentaux.

La CGS et la Journée mondiale de la sécurité au travail

Le 28 avril 2008, la CGS a fait une déclaration à l'occasion de la Journée mondiale de la sécurité au travail.

La déclaration souligne que les syndicats de la CEI participent activement à la célébration de cette

Journée mondiale afin d'attirer une nouvelle fois l'attention des pouvoirs, de l'opinion publique et des employeurs à la sécurité au travail, aux conditions dans lesquelles des millions de gens créent toutes les richesses du monde, afin de garantir leur sécurité, d'appliquer les normes internationales et les législations en vigueur.

La déclaration de la CGS souligne que, selon les statistiques, on perd annuellement dans les accidents du travail dans la CEI plus de 5 000 vies humaines. Un quart de places de travail ne correspondent pas aux normes et aux règlements de la sécurité au travail.

Au nom de ses organisations membres, la CGS a déclaré son empressement de faire tout le nécessaire, dans le cadre de la législation en vigueur, pour obliger les employeurs à prendre des mesures urgentes pour garantir aux travailleurs la sécurité au travail.

La CGS exprime sa solidarité aux syndicats chinois

Vladimir Scherbakov, secrétaire général de la CGS, a adressé un message à Wang Zhaoguo, président de la Fédération des syndicats chinois, par lequel il exprimé les condoléances profondes et la solidarité de la CGS et de ses organisations membres aux syndicats et aux travailleurs chinois à l'occasion du séisme qui a emporté les vies des plusieurs centaines des personnes et qui a causé de sérieux dégâts à l'économie chinoise.

Azerbaïdjan: la Confédération des syndicats a 15 ans

En avril la Confédération des syndicats d'Azerbaïdjan (CSA) a fêté son quinzième anniversaire. Elle a été créée par 32 syndicats sectoriels en 1993.

La CSA a tenu son deuxième congrès en février 2003. Lors de ce congrès la centrale syndicale a déterminé sa stratégie d'actions pour le troisième millénaire, a confirmé son orientation vers une politique sociale forte, vers la défense des intérêts socio-économiques des travailleurs par les luttes politiques et économiques.

Le III^{ème} congrès de la CSA, tenu en février 2008, a apporté des amendements et des suppléments aux Statuts de la centrale ce qui a permis de déterminer mieux les fonctions des syndicats de branche. Le congrès a déterminé aussi les orientations principales pour la période à venir, la place des syndicats dans la société moderne d'Azerbaïdjan.

Dès sa fondation la centrale a suivi les principes d'autonomie et d'indépendance vis-à-vis des pouvoirs d'Etat et actuellement elle est perçue dans la société comme une organisation sociale représentative des salariés, forte et influente.

La centrale participe activement à l'élaboration et à l'adoption des lois et des normes sociales. Les lois sur les syndicats et le nouveau Code du travail ont été adoptés dans le pays après des consultations préalables avec les syndicats.

La CSA est bien intégrée dans le mouvement syndical international. Elle est membre de la CGS, de la CSI et du CRPE.

Kirghizistan: les syndicats exigent l'arrêt de la hausse des prix

La Fédération des syndicats du Kirghizistan, préoccupée par la hausse incessante des prix pour des biens et des services, a organisé en avril à Bichkék une conférence nationale "Intensifier le partenariat social pour arrêter la hausse des prix". Les dirigeants syndicaux, les représentants des organes du pouvoir d'Etat, du patronat et des organisations sociales y ont pris part.

Les participants à la conférence ont discuté de la formation des tarifs et des prix des services communaux et des biens de consommation, ont adopté une résolution conjointe.

Il a été recommandé aux partenaires sociaux d'utiliser mieux le tripartisme afin de coordonner la formation des tarifs dans les services communaux, les transports, l'électricité et le gaz.

La conférence a proposé de créer un Conseil tripartite des experts pour l'élaboration de la politique tarifaire afin de protéger la population contre la hausse démesurée des prix et des tarifs.

Russie: Premier mai – Journée d'actions collectives

Le Comité Exécutif de la FNPR a discuté à sa réunion de 9 avril 2008

du bilan de la participation des syndicats aux campagnes électorales de 2007-2008. Grâce aux actions coordonnées, les syndicats ont pu renforcer leur position à la Douma (chambre basse du parlement) et y créer un groupe interparti pour la coopération avec les syndicats - "Solidarité". Les syndicats ont organisé avec succès dans les entreprises une campagne de soutien à la candidature de Dmitri Medvedev au poste de président de la Fédération de Russie.

Le Comité Exécutif a déclaré le 1^{er} Mai 2008 – Journée d'actions collectives. Il a été décidé d'organiser les actions du 1^{er} Mai en forme de manifestations et de meetings sous le slogan "A la hausse des prix une augmentation accélérée des salaires". Les membres du CE ont souligné que les bas salaires et l'injustice dans la distribution des résultats du travail sont la source de la tension sociale dans la société. Ils ont condamné les tentatives de faire obstacle à l'organisation des grèves, méthode légale de la résolution des conflits du travail. La coordination des actions des syndicats régionaux lors du 1^{er} Mai a été aussi discutée à la réunion.

Le CE a pris la décision de commencer les préparatifs pour les actions des syndicats de Russie le 7 octobre 2008, déclaré par la Confédération syndicale internationale (CSI) – Journée mondiale des actions pour un travail décent.

Les participants à la réunion ont analysé l'activité des syndicats régionaux dans la campagne pour l'augmentation du SMIG jusqu'au

minimum vital et pour la ratification de la Charte sociale européenne.

Le Comité Exécutif a adopté un plan d'actions pour réaliser les décisions du Forum syndical de la jeunesse "Le choix des jeunes – 2007".

Moscou: une rencontre au Krémolin

Une rencontre entre Dmitri Medvedev, le président de la Fédération de Russie, et Mikhaïl Chmakov, président de la FNPR, a eu lieu au Krémolin le 22 avril 2008. Les questions sociales du budget triennal et la coopération entre les syndicats et le gouvernement y ont été discutées.

D. Medvedev a exorté les syndicats et les employeurs à mettre au point un nouveau Code du travail. Il a souligné que ce document, même adopté tout récemment, a déjà besoin de certains amendements. Chmakov a soutenu cette proposition et a proposé d'en charger la commission tripartite nationale.

Les interlocuteurs se sont accordés que l'activité de la commission tripartite est bien efficace. Cependant le niveau de la représentation du gouvernement y est assez bas et doit être élevé.

Medvedev et Chmakov ont convenu que le niveau du SMIG partout en Russie doit être augmenté jusqu'au minimum vital, même que les possibilités des régions ne sont pas les mêmes. Mais il faut quand même trouver des moyens.

90 ans de l'inspection technique du travail

Le 16 mai 2008, la Fédération des syndicats indépendants de la Russie a fait une déclaration à l'occasion de 90^{ème} anniversaire de l'inspection technique de Russie.

La déclaration souligne qu'il y a 90 ans, le 18 mai 1918, par le décret du gouvernement de Russie, l'inspection technique du travail a été fondée dans le but de "protéger la vie, la santé et le travail de tous ceux qui étaient à la production...".

Ces neuf décennies ont montré qu'aux différentes étapes du développement historique, la formation, le devenir et le perfectionnement de l'activité de l'inspection du travail s'effectuaient avec la participation active et infaillible des syndicats. Plus que ça, l'Etat encourageait les syndicats juridiquement et financièrement.

Malgré tous les changements et les difficultés que le pays a traversé, la défense des travailleurs contre les accidents de travail et les maladies professionnelles reste la tâche primordiale non seulement pour le gouvernement, mais aussi pour toute la société. Pour cette raison les syndicats ne peuvent pas accepter la situation quand des millions de salariés travaillent dans les conditions dangereuses, quand des dizaines de milliers périssent dans les accidents de travail et souffrent de maladies professionnelles.

Les syndicats feront de leur mieux pour que la sécurité au travail et la protection de la santé des travailleurs occupent une place importante dans

la politique socio-économique d'Etat, dans les programmes de sécurité du travail à tous les niveaux – sectoriel, régional et de sociétés.

La FNPR assure aux travailleurs et aux membres de leurs familles que conjointement avec les pouvoirs législatifs et exécutifs, avec d'autres structures intéressées, elle fera tout afin que la sécurité de travail devienne une priorité absolue de la société.

Mikhaïl Chmakov parle de la pension de retraite

Mikhaïl Chmakov, président de la FNPR, a évoqué dans son interview, accordé lors de la 97^{ème} session de la Conférence internationale du travail à la "Radio de Russie", les problèmes de la pension de retraite.

Il a souligné que la Russie doit ratifier deux importantes conventions de l'OIT: ¹ 102, conformement à laquelle le remplacement du salaire par la pension de retraite doit être porté à 40%, et la convention № 128 qui augmente ce niveau à 50%.

Pour changer cette situation, quand actuellement le remplacement du salaire par la pension de retraite ne représente que 27%, il faut s'appuyer sur l'expérience internationale et les conventions de l'OIT.

Ukraine: le président de la République participe au Conseil socio-économique tripartite

Après un long intervalle, le Conseil socio-économique tripartite natio-

nal a repris son travail. Fait sans précédent, Victor Iouchtchenko, président de l'Ukraine, a pris part à la réunion du Conseil, tenue le 21 avril 2008.

Les participants à la réunion ont discuté des grandes orientations de l'activité du Conseil et de l'influence du dialogue social sur la politique socio-économique de l'Etat.

Alexandre Yourkine, coprésident du Conseil, président de la Fédération des syndicats d'Ukraine a mis en relief lors de son intervention des points suivants:

- introduction en Ukraine des principes du travail décent, des valeurs sociales européennes concernant la rémunération et les négociations collectives;
- concertation des efforts des organes d'Etat, des employeurs et des syndicats dans le domaine de la sécurité du travail et de la prévention du traumatisme;
- modernisation du dialogue social et augmentation du rôle du Conseil en tant qu'organe consultatif auprès du président de la République.

Le président de l'Ukraine a souligné, à son tour, la nécessité de la résolution des problèmes urgents telles que l'amélioration de la qualité de vie des citoyens, la réforme de la politique du logement et la mise en oeuvre obligatoire des priorités du budget national.

La réunion a adopté les orientations principales de l'activité du Conseil pour l'année 2008.

Les travailleurs du bâtiment se prononcent pour le travail décent

La Confédération internationale des syndicats des travailleurs du bâtiment et des matériaux de construction (CIS "Constructeur") a tenu le 22 mai 2008 à Moscou une réunion de son Conseil.

G. Arjanov, président de la Confédération, a informé les membres du Conseil de l'activité de la Confédération durant la période entre juin 2007 et mai 2008. Les membres du Conseil ont chargé la direction de la Confédération de poursuivre son activité afin de réaliser les décisions du VIème congrès de la CIS, tenu le 20 novembre 2006.

Le Conseil a aussi chargé la direction de la CIS de participer activement au renforcement de l'unité syndicale dans la CEI, à la mise en oeuvre des décisions du VIème congrès de la CGS, de participer à la campagne syndicale solidaire pour une pension de retraite décente. Les membres du Conseil ont soutenu la décision de la CGS de convoquer en automne 2008 une rencontre syndicale internationale de jeunes leaders syndicaux des pays de la CEI.

Natalya Podchibyakina, secrétaire générale adjointe de la CGS, a attiré l'attention des participants aux problèmes de la rémunération dans les pays de la région, à l'activité solidaire des syndicats pour défendre les intérêts socio-économiques des travailleurs.

Le Conseil a discuté aussi de cotisations des syndicats membres à la CIS et de la position des syndicats envers les agences privées de location de personnel.

PUBLIÉ PAR LE DÉPARTEMENT INTERNATIONAL
ET
LE CENTRE DES RELATIONS PUBLIQUES DE LA CGS
42, LENINSKY PROSPECT
117119, MOSCOU, RUSSIE
TÉLÉFAX +7(095) 938-2155
TÉLÉPHONE +7(095) 952-2782
+7(095) 938-8649
E-MAIL: inter@vkp.ru
SITE INTERNET: www.vkp.ru

**LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS (CGS), UNION INTERNATIONALE,
A ÉTÉ CRÉÉE À SON PREMIER CONGRÈS LE 16 AVRIL 1992.**

**SES STATUTS ADOPTÉS AU PREMIER CONGRÈS ONT ÉTÉ PARTIELLEMENT MODIFIÉS
ET COMPLÉTÉS AU DEUXIÈME CONGRÈS DE LA CGS, LE 22 SEPTEMBRE 1993, AU TROISIÈME CONGRÈS DE LA CGS,
LE 18 SEPTEMBRE 1997 ET AU CINQUIÈME CONGRÈS (EXTRAORDINAIRE) DE LA CGS, LE 26 MARS 2004.**

LES OBJECTIFS PRINCIPAUX DE LA CGS SONT LES SUIVANTS:

**LA COORDINATION DES ACTIONS DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES DANS LE DOMAINE DE LA DÉFENSE
DES DROITS SOCIAUX DES TRAVAILLEURS, DES ÉTUDIANTS ET DES RETRAITÉS;
LA PROTECTION DES DROITS ET DES GARANTIES DE L'ACTIVITÉ DES SYNDICATS;
LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOLIDARITÉ SYNDICALE INTERNATIONALE
ET COORDINATION DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.**

**LA CGS RÉALISE SON ACTIVITÉ CONFORMÉMENT AUX NORMES UNIVERSELLEMENT RECONNUES
DU DROIT INTERNATIONAL, SUR LES PRINCIPES DE L'AUTONOMIE TOTALE ET DE L'ÉGALITÉ EN DROITS
ET EN OBLIGATIONS DES ORGANISATIONS AFFILIÉES.**

**LA CGS GROUPE ACTUELLEMENT LES CENTRALES SYNDICALES NATIONALES D'ARMÉNIE,
D'AZERBAÏDJAN, DE BIÉLORUSSIE, DE GÉORGIE, DU KAZAKHSTAN, DE KIRGHIZISTAN, DE MOLDAVIE,
DE RUSSIE, DU TADJIKISTAN, D'OUBÉKISTAN, D'UKRAINE,
AINSI QUE 32 UNIONS INTERNATIONALES SYNDICALES DE BRANCHE.**

**LA CGS EST OUVERTE POUR LA COOPÉRATION À TOUTE CENTRALE SYNDICALE
INDÉPENDAMMENT DE SON AFFILIATION. D'AUTRE PART, L'ADHÉSION À LA CGS
NE LIMITE PAS L'AUTONOMIE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.**

**LA CONFÉDÉRATION A LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DE L'ASSAMBLÉE INTERPARLEMENTAIRE DES ÉTATS DE LA CEI,
DU CONSEIL DES CHEFS D'ÉTATS ET DES PREMIERS-MINISTRES DE LA CEI,
DU COMITÉ ÉCONOMIQUE INTERÉTATIQUE DE LA CEI, ETC.**

AU PLAN INTERNATIONAL, ELLE A LE STATUT CONSULTATIF RÉGIONAL DE L'OIT, DE L'ECOSOC ET DU DIP DE L'ONU.

**LE CONGRÈS EST L'ORGANE SUPÉRIEUR DE LA CGS QUI EST CONVOQUÉ AU MOINS UNE FOIS TOUS LES CINQ ANS
ET ENTRE LES DEUX CONGRÈS LE CONSEIL ET LE COMITÉ EXÉCUTIF.**

LE CONTRÔLE FINANCIER EST EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER DE LA CGS.

MIKHAÏL CHAMAKOV EST PRÉSIDENT DE LA CGS, VLADIMIR SCHERBAKOV EST SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

CHER LECTEUR,

Le bulletin d'information de la CGS "Inform-Contact" est également diffusé par E-mail. En outre, les versions française et anglaise de notre publication sont disponibles sur notre site Internet:

www.vkp.ru